

ENTREVUE ACCORDÉE À CTV PAR LE PREMIER MINISTRE DANS
LE CADRE DE L'ÉMISSION "QUESTION PERIOD"
(LE 15 SEPTEMBRE 1985)

EXTRAITS

Certaines choses n'ont pas été débattues. Jamais nous ne discuterons de questions qui pourraient empiéter sur notre souveraineté nationale... Il s'agit d'une transaction commerciale. Nous cherchons à améliorer les conditions d'échange parce que, dans notre esprit, commerce veut dire emploi, et nous allons nous en servir pour nous sortir du très grave problème du chômage.

Ce que nous voulons, c'est qu'il soit mis fin aux diverses mesures protectionnistes qui entraînent la perte d'emplois dans tout le Canada.

Nous voudrions avoir un accès sûr au marché américain.

Je suppose que nous voudrions progressivement mettre fin à la disposition "Buy America" qui représente pour nous un chiffre d'affaires potentiel de milliards de dollars, mais contre lequel le Canada n'a aucun recours, puisqu'il ne peut ni soumissionner, ni créer d'emplois. C'est à mon avis à ce genre de commerce libre et équitable, en tous cas de commerce plus libre et plus équitable, que nous aspirons... Il faudra voir si, compte tenu de ces paramètres, nous pouvons conclure un marché qui serait avantageux pour le Canada. Si les termes sont avantageux pour le Canada et sont équitables, très bien. Si non, et bien comme je l'avais dit à Québec, "pas pires amis", passons à d'autres choses.

Si un Américain me disait: "D'accord, Monsieur le Premier ministre, nous sommes prêts à parler commerce. Mais la première chose que nous avons à vous dire est que votre programme d'assurance médicale est trop coûteux et qu'il doit être supprimé." Que répondrais-je à cela? Je dirais: "Au revoir et merci".

Vous êtes au Canada ici. Il ne s'agit pas d'une union économique. Il n'est pas question de commenter notre politique sociale ou la nature de notre citoyenneté, ou de nous les dicter. Je suis prêt à m'entretenir avec vous, car je crois que des échanges commerciaux peuvent nous être mutuellement profitables. Nous sommes le plus important client l'un de l'autre. Que pouvons-nous faire pour tirer chacun avantage d'une libéralisation du commerce?" Cela ne leur donne pas le droit de nous imposer leur point de vue et d'ailleurs, ils se garderaient bien de le faire.